

Communiqué de presse

6 novembre 2008

Une initiative qui ne sert à rien

Ecologie libérale recommande le NON

Le 30 novembre prochain, le peuple suisse devra se prononcer sur l'initiative lancée par le parti radical zurichois et qui vise dans les faits à supprimer le droit de recours des organisations de protection de la nature, du patrimoine et de l'environnement. 23 organisations nationales de protection de la nature, du patrimoine et de l'environnement, la plupart des partis politiques, inclus de nombreux radicaux, le Parlement et le Conseil Fédéral invitent le peuple à rejeter clairement cette initiative.

Durant les dix dernières années, on n'a jamais autant construit en Suisse. Faire croire que les organisations bloquent la croissance est tout simplement mensonger. Mais il est surtout dangereux de croire que retirer le droit de recourir aux associations réduira les freins. En 1998, Aqua Nostra a démontré comme il était facile de véritablement tout bloquer sans droit de recours, mais avec des coûts importants pour la communauté à la clef.

Cette année-là, Aqua Nostra qui ne disposait pas du droit de recours, s'est opposé au classement des réserves de la rive sud du Lac de Neuchâtel en déposant 100'000 oppositions ! Bien embarrassés, les cantons renoncèrent finalement à les traiter. Deux ans plus tard, nouvelle mise à l'enquête et ce sont cette fois 30'000 oppositions qui ont été déposées via Aqua Nostra. En 2001, le canton de Vaud en a levé plus de 20'000 et Fribourg a fait idem avec ses 10'000 oppositions. Aujourd'hui, 10 ans après le début de l'affaire, le dossier n'est toujours pas clos.

Lorsqu'elles disposent du droit de recours, les associations filtrent et regroupent les interventions possibles. Cela en réduit le nombre et en développe la pertinence. Ainsi, le traitement des dossiers est plus rapide et plus efficace. L'initiative «Droit de recours des organisations: Assez d'obstructionnisme - Plus de croissance pour la Suisse!» rate sa cible.

Son acceptation serait un véritable autogoal pour la place économique suisse. En plus de l'image désastreuse qu'elle apporte au PRD, accusé d'en vouloir à la protection de l'environnement, elle ne permettrait en rien de débloquer des dossiers et d'accélérer les procédures. Les grands distributeurs comme Coop et Migros ne soutiennent d'ailleurs pas ce texte. Ils estiment que «l'initiative du Parti radical ne résout pas les problèmes fondamentaux et clairement identifiés qui subsistent dans la loi

sur la protection de l'environnement. La voie choisie par le Parlement apparaît plus pertinente que l'initiative du Parti radical.»

L'initiative partie depuis Zürich fait fausse route. Son acceptation par le peuple serait un très mauvais service, aussi bien pour la croissance que pour l'image des radicaux, attachés par essence à la possibilité de recourir.

Contact: Isabelle Chevalley, présidente d'Ecologie libérale, 079/627.92.30